

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 29/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GODARD

24, rue Antoine Becquerel
21300 Chenôve

Références : 0005401561-311
Code AIOT : 0005401561

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2024 dans l'établissement GODARD implanté 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve. L'inspection a été annoncée le 19/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive suite à la survenue d'un incendie sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GODARD
- 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005401561
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement soumis à autorisation ICPE pour une activité de tri/transit/regroupement et de traitement (broyage) de déchets dangereux et non dangereux (métaux, DEEE, VHU, ...).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Renforcement de la sécurité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 et suivants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 2.4	Sans objet
2	Nature de déchets	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 1.2.3.3	Sans objet
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4.3.4.2	Sans objet
4	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4.4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé via l'intervention des pompiers. Le SDIS a mentionné des conditions d'intervention satisfaisantes, avec une bonne implication de l'exploitant. Les eaux d'extinction étaient en cours de pompage à la date de l'inspection et l'évènement initiateur de l'incendie n'était pas identifié. Un retour d'expérience sera à tirer par l'exploitant via le rapport d'accident et via la prise en compte des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, notamment concernant la détection incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire. [...]
Constats : Déclaration de l'accident par l'exploitant à l'Inspection le lundi 19/08/24. L'incendie est survenu dans la nuit de samedi 17/08 au dimanche 18/08/24 sur le site de CHENOVE. Le dirigeant a été informé par une entreprise voisine le samedi vers 21h ; il est arrivé sur site vers 21h30 (le site est fermé le week-end, il n'y avait aucun personnel sur place). A son arrivée, les pom-

piers étaient déjà sur place et en action, ils avaient été prévenus par des appels du voisinage vers 21h.

La visualisation des enregistrements des caméras de surveillance montre le passage de pompiers au dessus du portail vers 21h21 puis par un portillon, et une mise en eau d'un premier tuyau vers 21h30. Le grand portail a été ouvert à l'arrivée du dirigeant à 21h39, permettant l'entrée des engins des pompiers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 1.2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets admis

Prescription contrôlée :

Déchets autorisés en admission :

- Gros électroménagers hors froid (20 01 35*)
- [...]

Constats :

L'incendie a concerné un entreposage extérieur (sur dalle béton) de "déchirés" = résidus broyés de déchets d'équipements électriques et électroniques - DEEE (hors froid) : machines à laver, sèche-linge, lave-vaisselles, ...

Ces déchets sont bien autorisés à être réceptionnés, triés et déchirés sur site.

L'exploitant veillera à entreposer les déchets brûlés dans des conditions évitant une éventuelle pollution des eaux et du sol et à gérer ces déchets via une filière de traitement adaptée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4.3.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

[...]

Constats :

Le dirigeant a indiqué avoir fermé la vanne d'isolement du site à son arrivée. Cette vanne isole le réseau d'eaux pluviales du site (hors toitures) par rapport au réseau communal d'eaux pluviales.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de la vanne d'isolement manuelle, accessible sous le niveau du sol via un regard et signalée par un panneau. Elle était bien en position fermée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4.4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Par défaut les eaux d'extinction incendie sont considérées comme des déchets. Elles doivent être systématiquement confinées dans le volume de rétention.
Constats : La rétention est assurée par le réseau d'eaux pluviales obturé, le séparateur d'hydrocarbures et les zones imperméabilisées. Selon l'exploitant et les informations des pompiers, les eaux d'extinction sont ainsi restées sur site. L'exploitant a procédé au pompage des eaux collectées dès le dimanche (63 tonnes récupérées) via un prestataire externe. Un autre pompage était en cours le lundi 19/08 après-midi lors de l'inspection. Suite à ce pompage, il restait des eaux polluées présentes en partie basse du séparateur, un nouveau pompage était prévu. NB : l'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'un capteur présent au niveau du séparateur d'hydrocarbures s'est déplacé du fait du niveau d'eau et sera à repositionner. L'exploitant veillera un bon fonctionnement de ce capteur suite à cette opération.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il a été demandé à l'exploitant de joindre au rapport d'accident les bordereaux d'évacuation des eaux polluées en tant que déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : La transmission sous 15 jours d'un rapport d'accident a été rappelée à l'exploitant. Ce rapport devra comporter les différents éléments prévus par l'article R.512-69 du CE.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Renforcement de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 et suivants
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions applicables en termes de prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature ICPE ont été renforcées par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (NOR : TREP2330762A), en retour d'expérience de l'accidentologie dans le secteur de gestion des déchets.</p> <p>Ces prescriptions renforcées concernent notamment la détection incendie, les rondes, le plan de défense contre l'incendie et les conditions d'entreposage, avec des échéances d'application pour les installations existantes fixées par l'article 13 de l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection sous un délai de 3 mois son plan d'action détaillé pour respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, en tenant compte des délais d'application.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois